



Déterminé à faire sortir le football camerounais de sa zone de turbulence, Abdouraman Hamadou Baba, président de l'Etoile Filante de Garoua, mène un combat acharné contre l'exécutif fédéral actuel de la Fecafoot, considéré d'après lui comme le principal responsable des multiples problèmes que connaît le football camerounais. Il livre ses explications, après avoir saisi le TAS pour l'accord-cadre de la CAN 2021

À suivre le raisonnement de certains, les membres légitimes de l'Assemblée Générale de la FECAFOOT doivent accepter que leurs droits soient bafoués de la manière la plus grossière qu'il soit, au nom de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN).

Doit-on nécessairement violer la loi et fouler aux pieds les institutions républicaines pour organiser la CAN ?

Oh que non ! Il est tout à fait possible de respecter la loi et d'organiser la CAN ! Cela est même indispensable pour garantir les intérêts du Cameroun qui a tant investi pour organiser cette grande compétition.

Les 41 membres légitimes de l'Assemblée Générale de la FECAFOOT n'ont fait qu'appliquer la loi en vigueur au Cameroun en saisissant le Tribunal Arbitral du Sport (TAS) pour réclamer leurs droits. Il faut donc laisser le tribunal se prononcer. Ce qui se fera d'ici une vingtaine de jours, au moins en ce qui concerne la requête de mesures provisionnelles et conservatoires.

Ces membres n'ont pas demandé le retrait de l'organisation de la CAN au Cameroun comme cela est propagé ici et là. Ils ont simplement demandé au TAS de constater que selon les Statuts de la CAF, c'est la FECAFOOT qui est détentrice des droits liés à l'organisation de la CAN et que tous les engagements pris dans ce cadre, le sont au nom de la FECAFOOT.

Ils ont également demandé au TAS de constater que la FECAFOOT n'a pas signé l'accord cadre dans la mesure où M. Seidou Mbombo Njoya, à qui ils ont retiré toute compétence, n'est pas président de la FECAFOOT et ne pouvait en conséquence pas engager FECAFOOT ni la représenter.

Ceux qui sont sûrs et certains que M. Seidou Mbombo Njoya est le Président de la FECAFOOT n'ont donc pas à s'inquiéter d'une quelconque menace concernant l'accord cadre et/ou la CAN. Ils doivent donc logiquement être sereins s'ils sont sûrs d'avoir respecté la loi au lieu d'organiser une chasse aux sorcières.

J'aimerais bien voir la réaction de certains si on venait à confisquer leur domicile familial de manière arbitraire au nom de l'organisation de la CAN. Laisseront-ils vraiment faire... ?

Que cela soit clair pour tous, aucun vrai acteur de notre football ne peut être contre l'organisation de la CAN au Cameroun. Mais doit-on laisser ce qui s'apparente à une mafia internationale prendre en otage le football camerounais et l'avenir de millions de jeunes en utilisant la CAN comme objet de chantage ? C'est toute la question.
